

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Technocra- tiquement votre

GISCARD donnait mardi après-midi dans les salons de Radio-France la septième conférence de presse de sa présidence commencée en 1974. Son septennat inauguré sous les auspices d'une aggravation nette de la crise du capitalisme se poursuit avec l'austérité comme maître-mot et Barre comme premier ministre « un des meilleurs que la France ait eu » d'après son chef.

Justement, c'est cette partie du discours présidentiel portant sur la politique économique et sociale qui s'est révélée la plus claire. Pas de révélation en ce domaine mais la redite du crédo des monopoles : il faut exporter donc alléger les charges qui pèsent sur l'entreprise, donc rogner les salaires et licencier. Le tout sur le ton ennuyé du technocrate pour qui 1 800 000 chômeurs ça n'est finalement « qu'une fâcheuse anecdote ».

Concernant les questions de politique étrangère, force est de constater que Giscard qui pourtant se flatte d'avoir une vision de l'avenir — « Je suis répudié par la conjuration des myopes » disait-il avec hauteur — a de bien grandes œillères. Pas un mot, pas la moindre évocation du danger que représente pour la paix la rivalité toujours plus vive des USA et de l'URSS et, en particulier, les préparatifs de guerre de plus en plus bruyants que l'on fait à Moscou. En l'occurrence, les œillères de Giscard ne sont rien d'autres que le souci borné de satisfaire les intérêts égoïstes de sa classe exploitée.

Pour le reste, Giscard s'est vraiment attaché à nous montrer que la vie politique, c'était dans notre pays une affaire de spécialistes, l'affaire des grands partis qui attendent dans « une cohabitation raisonnable » que vienne leur tour de goûter aux délices du pouvoir. Car la politique c'est simple : il y a les politiciens des grands partis qui discutent, les institutions — entendez l'État — qui tranche et le président qui décide des orientations, il est celui « qui veille sur le pont du navire » rien que ça ! Et le peuple dans tout ça ? Quand décide-t-il ? Quand dit-il son mot ? Jamais ou plutôt si : une fois tous les cinq ou sept ans il vote, le reste du temps il se tait et il travaille (quand il peut).

« Non la France n'est pas coupée en quatre » déclarait Giscard en faisant l'éloge de la démocratie française pluraliste et de ses quatre familles d'opinion. Coupée en quatre, non mais en deux certainement. Deux classes d'homme, les uns qui s'engraissent en faisant « leur politique » sur le dos des autres qui triment.

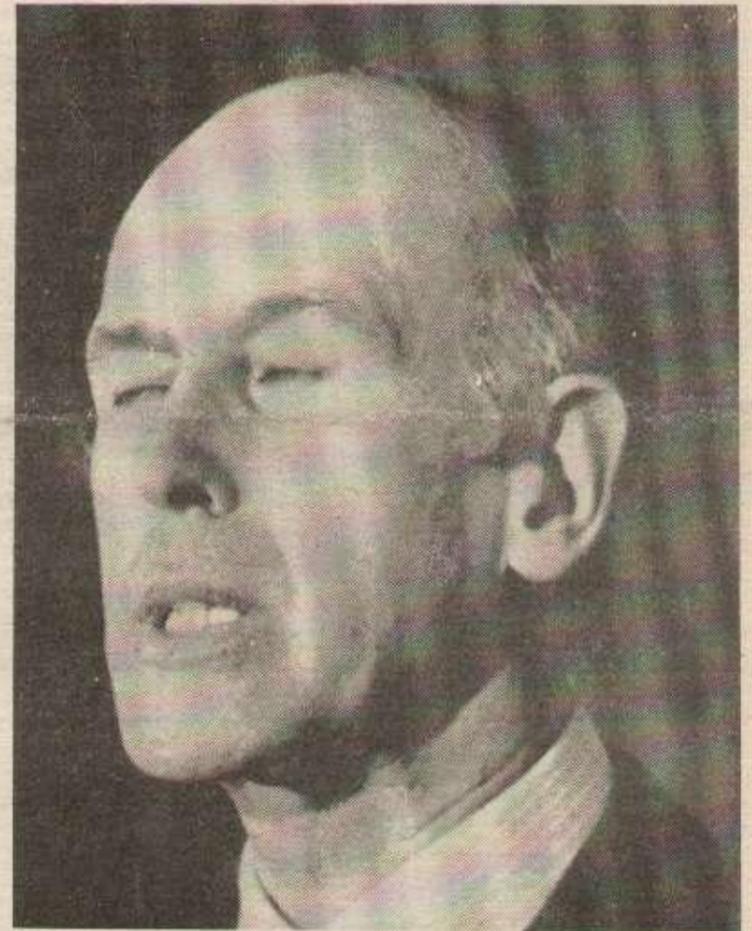
Et ce n'est pas la giscardienne conférence qui convaincra les travailleurs d'accepter sans broncher d'être toujours plus « sacrifiés » pour le grand profit des monopoles.

Claude BUISSON

Bossez, moi je m'occupe de votre avenir...

Tel est, dépouillé de ses ornements le fond du discours présidentiel :

- Il n'y a pas d'autre politique possible • Barre c'est le meilleur • Il n'y a pas de problème de racisme • Les grévistes sont de mauvais Français • Ce ne sont pas les chômeurs qui sont trop nombreux mais les jeunes qui cherchent du travail



(Voir articles pages 4 et 5)

Aux Dossiers de l'écran

Le ministre du racisme

MARDI soir, les Dossiers de l'écran sur Antenne 2, étaient consacrés aux travailleurs immigrés. Le film était celui de Naceur Ktari « Les ambassadeurs ». Ce film aborde, en les fondant dans une histoire étoffée et réaliste, tous les problèmes que rencontrent les travailleurs immigrés, ces ambassadeurs des pays du tiers monde en France. Cela va des problèmes de la scolarisation des enfants maghrébins, de la vie des familles de travailleurs immigrés dans une seule pièce à quatre, aux problèmes du racisme dans le travail, aux contrôles policiers et aux crimes racistes. Le film est situé dans le quartier de la Goutte d'Or, quartier où la bourgeoisie parque les travailleurs immigrés, quartier quadrillé nuit et jour par les flics. Dans le film on voit

les travailleurs immigrés s'unir contre les racistes et les oppresseurs.

Le débat qui a suivi de par son organisation, de par les propos qu'a tenu Stoléro, constituait une insulte pour les travailleurs immigrés. Dès le début, Stoléro et l'organisateur du débat ont mis en avant les appels téléphoniques des téléspectateurs pour laisser entendre que le racisme viendrait des travailleurs français qui « seraient inquiets devant les conséquences de la présence des travailleurs immigrés au moment où la conjoncture économique est mauvaise ».

Le restant du débat et les propos de Stoléro ont bien montré que c'est d'en haut que vient le racisme, que c'est la bourgeoisie qui le secrète. A Stoléro qui prétendait que les

Français étaient choqués par les différences entre travailleurs français et immigrés, les participants ont bien démontré que les enfants à l'école fraternisaient, malgré les divisions. A Stoléro qui essayait de justifier sa politique d'expulsion en l'appelant « politique du retour », un travailleur algérien d'une cinquantaine d'années, répondait qu'il avait travaillé vingt ans pour une usine, qu'il s'était usé depuis sa jeunesse à ce travail et qu'on risquait de ne pas lui renouveler sa carte de travail, on risquait de le jeter « comme le citron qu'on a pressé » selon sa propre expression.

Au fur et à mesure, Stoléro pour se défendre, a dû dévoiler lui-même ses véritables intentions. Tous les faits, toutes les vexations, tous les contrôles que la bourgeoisie inflige aux tra-

vailleurs immigrés étaient évoqués : les problèmes administratifs, les problèmes de logement, les contrôles perpétuels, les expulsions, les assassinats jamais punis, la scolarisation des jeunes immigrés. Stoléro était coincé. Ce qui acheva de l'enrager, c'est quand deux participants, dont Tahar Ben Jelloun, parlèrent de la descente de police au foyer Sonacotra d'Elancourt.

A la fin du débat, il apparaissait clairement que le racisme ne venait pas des travailleurs mais qu'il était secrété par la bourgeoisie et son personnel pour diviser les travailleurs. La démagogie de Stoléro apparaissait vraiment comme du cynisme, mais ses attaques racistes contre les travailleurs immigrés ont été démontées par les intervenants.

Léon CLADEL.

Traité d'amitié soviéto-éthiopien

Au centre des discussions qui ont précédé à la signature du traité d'amitié soviéto-éthiopien, le problème érythréen. Mengistu a très certainement obtenu en échange de sa signature un peu plus de napalm soviétique à déverser contre les maquis des forces populaires érythréennes.



Brejnev et Mengistu



Bombe au napalm soviétique utilisée en Ethiopie (Photo FPLE)



Corps d'enfants érythréens calcinés par le napalm soviétique.

Chine : le débat sur la pensée-maotsétoung

Un dogme immuable ou une science qui s'enrichit sans cesse ?

DANS le cadre de la poursuite de la critique de la Bande des Quatre, dont on sait que les thèses ressemblaient fort à celles de Lin Piao, un grand débat se poursuit actuellement en Chine sur l'appréciation de la pensée-maotsétoung, sur le rapport entre la théorie et la pratique, sur le processus de la connaissance etc. S'appuyant sur plusieurs articles publiés dans la presse chinoise, les mass-médias français en concluent que l'objectif de ce débat est tout simplement de rejeter la pensée et l'action de Mao Tsé-toung. Qu'en est-il en fait ?

Dans le but de mener à fond la critique de Lin Piao et de la bande des Quatre, non seulement sur le plan politique, mais aussi philosophique, plusieurs articles et discours combattent les déformations que Lin Piao et les Quatre ont fait subir à la pensée-maotsétoung.

Abandonnant le point de vue matérialiste, ceux-ci prônaient le culte de Mao, la répétition de citations tirées de leur contexte, l'application à n'importe quelle situation de certaines directives concrètes données à un moment précis.

On se souvient, par exemple, que Lin Piao faisait apprendre par cœur des citations de Mao Tsé-toung, tirées du *Petit livre rouge*. On se souvient aussi que c'est lui qui avait collé à Mao l'étiquette de « génie », de « grand éducateur, grand dirigeant,

grand commandant en chef, grand timonier », autant de mots pompeux que Mao lui-même refusait comme non-conformes à la réalité.

Mais cette façon de présenter Mao comme un génie, c'est-à-dire quelqu'un qui ne s'est jamais trompé de sa vie, n'est pas innocente.

FAUSSER LE MARXISME

Comme l'indique un article de *Pékin-Information* No 28 : « Répéter des bribes de phrases était la méthode la plus méprisable à laquelle recoururent Lin Piao et les Quatre pour fausser le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung (...) Faut-il citer les phrases des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et les ouvrages du président Mao ? Bien sûr ! Mais il faut s'opposer à ce qu'on les estropie, en prélevant des

fragments pour rédiger des thèses, à ce qu'on en altère l'essence ou "les prenne à la lettre". Le président Mao a souligné : "Si l'on appliquait mécaniquement tous les propos, même ceux de Marx, ce serait catastrophique" (sur les Dix grands rapports - 1956). (...) Les bribes de phrases que Lin Piao et les Quatre ont répandues sont devenues des "décrets absolus" en dehors du temps, de l'espace et de l'histoire. La pratique, impuissante devant elles, n'avait plus droit à la parole ».

Prenons un exemple : dans un texte, Mao a écrit : « On a raison de se révolter ». Cette phrase faisait allusion à une réalité précise : la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Or, Lin Piao et la bande des Quatre, prenant cette phrase dans l'absolu, en ont fait une généralité, un dogme, hors contexte, valable dans n'importe quelle situation. En fait, c'était donner le feu vert à tous les contre-révolutionnaires pour qu'ils s'en prennent aux justes directives et aux cadres fidèles à la révolution.

DES RAVAGES

Malheureusement, cette manière de concevoir le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung comme un dogme dont les différentes thèses sont valables

n'importe quand et n'importe où a fait des ravages, en Chine comme chez nous. Beaucoup de communistes sont prêts à accepter que Marx et Lénine aient formulé des thèses, hier justes, mais aujourd'hui dépassées ou non-adaptées à toutes les situations. Par exemple, dans la Russie tsariste, Lénine avait formulé la thèse de la prise du pouvoir dans les villes. Or, cette thèse n'était pas valable pour la révolution chinoise ; Mao a, lui, formulé la thèse suivante : « emparer des campagnes pour encercler les villes et les prendre à partir de celles-ci. C'est d'ailleurs ainsi que procèdent les peuples du tiers monde qui mènent une guerre populaire prolongée pour se libérer ».

Par contre, il y a déjà beaucoup moins de communistes qui sont prêts à accepter que Mao ait pu, comme Lénine, formuler des thèses justes dans certaines circonstances mais qui deviendraient fausses si on s'acharnait à les appliquer n'importe où.

Bien sûr, nous ne voulons pas mettre en doute la justesse du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung. Cela montre simplement, comme l'indique l'article de *Pékin-Information*, qu'il faut reconnaître la pratique comme critère unique de la vérité, aborder la théorie marxiste comme une science et non comme une doctrine mystique, soutenir que la théorie doit se soumettre à la pratique avant de la guider, qu'elle n'est pas immuable et qu'elle n'a pas cessé de se corriger, de s'enrichir et de se développer au cours de la pratique ».

Soutenir que « certains principes, certaines conclusions et certains mots d'ordre du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung peuvent se modifier à mesure qu'évoluent les conditions historiques » ne signifie en rien qu'on jette aux orties la pensée-maotsétoung, comme le prétendent certains journaux.

INFAILLIBLES OU PAS ?

Il est encore une autre question sur laquelle règne un certain dogmatisme : celle de l'infaillibilité des grands dirigeants prolétaires. Certains communistes sont tentés de dire que de grands hommes comme Lénine ou Mao n'ont jamais commis d'erreurs dans la direction concrète de la lutte et de la révolution dans leur pays. Ce point de vue n'est-il pas idéaliste ? En fait, il revient à accréder la thèse du « génie » que Mao lui-même a dénoncé comme antimarxiste, affirmant qu'il était difficile pour un parti ou un individu, quel qu'il soit, d'éviter les erreurs.

Claude LIRIA

L'affaire des sectes

Du lavage de cerveau à l'assassinat

AVEC l'assassinat, perpétré samedi, de cinq personnes venues enquêter sur place, avec le « suicide collectif » de 400 adeptes, les sectes viennent de franchir un nouveau pas. On connaissait déjà les lavages de cerveaux, les spoliations dont sont victimes les adeptes de ces sectes, mais cette dernière affaire dépasse l'imagination. Cette fois, il s'agit de la secte dite « Le temple du peuple ». Selon ses dires, elle rassemble 30 000 adeptes. Aujourd'hui, aux USA, ce sont par dizaines de millions que se comptent les gens qui suivent les activités de sectes de toutes sortes.

La floraison de telles sectes correspond à la dégenérescence de la société américaine et leur dévelop-

pement est favorisé par l'existence de certaines lois. En effet, il suffit d'une trentaine de personnes pour créer une Eglise. Or, toute Eglise, quelle qu'elle soit, n'est soumise à aucun impôt sur les dons qu'elle reçoit. Une bonne raison pour attirer quelque arriviste en mal de puissance. L'histoire de la secte « Le temple du peuple » est assez révélatrice sur les pratiques de ces mouvements.

HISTOIRE D'UNE SECTE

Le « Temple du peuple » fut fondé par un certain Jim Jones dans les années 1960. Professant des idées démagogiques, que certains rapprochent des idées marxistes, il parvient à se forger une certaine « clientèle ». Rapidement, la secte remporte des succès. Limitée à l'Etat californien, elle comptait en 1976, 10 000 adeptes parfaitement dévoués. Le dévouement consiste à se plier à la discipline qui prévoit des séances de flagellation collective et autres humiliations du même genre. La

discipline, c'est aussi faire don de tous ses revenus. Ainsi, Jones se constitue une fortune colossale.

Comme toutes les sectes, le « Temple du peuple » est très lié aux partis politiques et plus particulièrement au parti démocrate de Carter. Jones a notamment participé à la campagne en faveur de Carter en 1976 à San Francisco. Dans ce domaine, comme dans tous les autres, les adeptes sont contraints de suivre pas à pas les ordres du chef. Ainsi, le Parti démocrate était assuré de faire salle pleine partout et d'avoir un public approbateur.

Jones était également très lié au gouverneur actuel de la Californie, aux maires de Los Angeles et de San Francisco. Il fut récompensé par ce dernier pour son soutien lors de la campagne électorale en 1975 en se retrouvant au poste de président des services du logement de la ville.

Mais, l'an dernier, les affaires se sont gâtées pour lui. Les plaintes des parents sur les agissements de la secte envers leurs enfants commencent à faire du bruit. Surtout, fait plus

décisif, la secte devenait un peu trop puissante et Jones s'occupait parfois de choses qui gênaient les hauts politiciens. Les faits n'ont pas manqué alors pour confondre Jones.

Problèmes avec le fisc, moralité personnelle plus que douteuse, des révélations l'amènèrent à quitter le sol américain pour se réfugier en Guyane (l'ex-Guyane britannique) avec quelque 1 200 adeptes. Il fonda Jonestown, sur un terrain de 12 000 hectares. Plusieurs personnalités politiques, et non des moindres, sont intervenues auprès du gouvernement de Guyane en faveur de Jones. Elles se sont portées garantes de la secte. Parmi ces personnalités, on trouve le vice-président des Etats-Unis, Mondale, la femme de Carter, le secrétaire à la Santé et à l'Education, etc...

Dans cette colonie, Jones pratique un quasi-esclavage, pouvant donner libre cours à toutes ses pratiques invraisemblables. Cependant, les plaintes affluent chaque jour plus nombreuses et Léo Rayan, député de Californie décide d'aller voir les choses d'un peu plus près. C'est

au moment où il allait rentrer aux USA, en compagnie de quatorze adeptes décidés d'arrêter là une telle expérience, que s'est produite la fusillade. Rayan est tué ainsi que trois journalistes, un photographe et une ex-adepte du « Temple du peuple ». Plus tard, on retrouvait à Jonestown, les cadavres de 400 personnes. Quant aux autres membres de la secte, ils se sont réfugiés dans la forêt tropicale.

D'autres sectes du même type pullulent un peu partout aux USA. Si la rentabilité de telles organisations peut expliquer le nombre incroyable des prédicateurs qui se sentent la vocation, la raison de l'afflux d'adeptes est à chercher dans la dégenérescence de la société des USA.

Le désir de plus en plus grandissant de fuir une société capitaliste inhumaine conduit des gens désorientés à se soumettre à des individus qui ont suffisamment de talents oratoires et d'arguments démagogiques à la clé, enrobant le tout d'un mysticisme soigneusement étudié.

Evelyn LE GUEN.

DANS L'ACTUALITE

La police contre les résidents du foyer SONACOTRA d'Elancourt

LUNDI, à 5 heures du matin, la police intervenait au foyer d'Elancourt. Après avoir encerclé le foyer, ils ont pénétré dans celui-ci à 6 heures et ont contrôlé l'identité de tous les résidents. Onze résidents étaient conduits au commissariat après ce contrôle. Trois ont été libérés à 8 heures le matin et les huit autres à neuf heures.

Du point de vue même de la légalité bourgeoise, aucune raison judiciaire ne peut justifier l'intervention de la police à Elancourt. Cet été, le tribunal de Rambouillet s'était prononcé contre les expulsions demandées par la Sonacotra contre des résidents de ce foyer.

Notons que la municipalité PGF d'Elancourt est intervenue pour faire libérer les résidents.

Le président Boumédiène gravement malade

LE président Houari Boumédiène est actuellement dans un état très grave après la rechute qu'il a faite à son retour de Moscou. Tombé dans le coma dans la nuit de vendredi à samedi, le président algérien suscite un diagnostic réservé de la part des divers spécialistes de cinq pays différents venus à son chevet. Une direction collégiale composée de huit membres du Conseil de la révolution assure actuellement l'intérim.

A l'occasion de la visite en Turquie de deux bateaux de guerre soviétiques

Mobilisation contre le social-impérialisme

JEUUDI 16 novembre, deux bateaux de guerre soviétiques arrivaient en Turquie, pour une visite de cinq jours. C'est la première fois depuis 1938 qu'un tel fait se produit. Le TIKP (Parti ouvrier et paysan de Turquie) et la DGB (Union de la jeunesse révolutionnaire) ont appelé à manifester contre la présence de ces bateaux dans le Bosphore et ont profité de cette occasion pour montrer le danger que représente le social-impérialisme. De nombreuses manifestations ont été organisées à cette occasion.

Jeudi après-midi, 200 personnes se sont rassemblées devant le consulat de l'Union soviétique à Istanbul. « Ni les USA, ni les Russes, vive la Turquie indépendante », « Dehors les bâtiments de guerre soviétiques » étaient les principaux slogans.

C'est sur ce thème également que se sont déroulées, vendredi, deux autres manifestations. L'une d'elles s'est déroulée devant le théâtre de Harbiye où se tenait un spectacle soviétique et la deuxième dans le port de Dolmabahçe où sont stationnés les bateaux. La police et la gendarmerie sont intervenues et 15 révolutionnaires ont été arrêtés. Les deux cor-

respondants d'Aydinlik qui prenaient des photos ont été matraqués et ont dû être conduits à l'hôpital. Parmi les personnes arrêtées figure une dirigeante du TIKP.

Ce même vendredi, le vice-amiral soviétique a tenu, à bord du destroyer, une conférence de presse faisant largement état de la force maritime soviétique. Tous les journalistes ont été admis, sauf celui du quotidien Aydinlik le journal du TIKP, qui s'est vu refusé par les autorités turques et le vice-amiral le droit de participer à cette conférence. Le Syndicat des journalistes de Turquie a condamné cet acte et a déclaré dans un communiqué que le vice-amiral russe « en visite d'amitié » à Istanbul n'a pas de droit de choisir les journalistes qui participent à une conférence qui se tient sur le territoire turc.

Dimanche, le TIKP a organisé une nouvelle manifestation. 2 000 personnes étaient présentes et, parmi elles, Dogu Perincek et d'autres dirigeants du TIKP. La police et l'armée sont intervenues pour empêcher d'autres personnes de participer à la manifestation. Elle a également interdit l'accès au meeting qui se tenait place Taksim.

Les marxistes-léninistes ont expliqué l'importance de mener une campagne pour expliquer la stratégie de l'URSS dans la région. Le détroit de Bosphore est une zone attirante pour l'URSS, dans la mesure où il constitue pour elle une route directe pour l'accès de sa marine de guerre en Méditerranée.

Evelyne LE GUEN

4 antiracistes sur le banc des accusés

Compte-rendu de l'audience de mardi

Le procès se passe au palais de justice de Paris (cour d'assises), métro cité, à partir de 13 h 30.

LA séance du mardi 21 sera d'abord consacrée à la poursuite de l'interrogatoire des accusés, mais plus particulièrement sur les préparatifs matériels du détournement et le déroulement de celui-ci. Interrogatoire minutieux, rappelant les faits presque heure par heure.

On a pourtant déjà fait signer des dépositions détaillées: il aurait sans doute été plus simple de les lire et de demander l'accord ou des précisions complémentaires. Le rituel judiciaire ne le permet pas.

Le président se montrera tâtillon pour faire avouer à nos amis qu'ils auraient pu acheter des armes factices, des balles à blanc... Il faudra l'intelligence de Melvin pour, toujours très calmement, déjouer le piège. Des hommes aussi expérimentés que devaient l'être le commandant de bord et son second auraient vite fait la différence entre armes factices et armes réelles.

Par contre, aucune mention n'est faite sur les témoignages de sympathie qu'auraient exprimés certains passagers à leur débarquement à Miami.

Enfin, le président montra une certaine obstination à chercher un « chef »: mais là encore, aucune faille dans la solidarité entre les quatre: les décisions étaient toujours prises collectivement. La même impressionnante dignité: il leur aurait été facile de

« charger » le 5e « pirate » absent, Robert Wright. Rien de cela, mais des réponses calmes, nettes.

L'autre partie de la séance verra le témoignage des quatre hôtesses de l'air. Pourquoi elles seulement d'ailleurs, alors que le commandant de bord et son second ne semblent pas avoir été contactés? Le président, fidèle à sa méthode, découpe les témoignages en plusieurs périodes.

Encore une fois, le caractère artificiel de la procédure — refaire témoigner 6 ans après les faits — crée pour le moins des distorsions entre les premières dépositions et les actuelles. Distorsions que souligne avec raison un avocat de la défense, en citant le compte-rendu écrit lors du retour de l'appareil aux USA, beaucoup plus favorable aux accusés. A mi-voix, le président fera remarquer à l'une des hôtesses: « Vous vous souvenez plus des mauvais moments que des bons ».

Malgré le maintien d'une surveillance, partagée deux par deux par les accusés, tout le monde pouvait circuler librement dans l'appareil et discuter avec les auteurs du détournement.

A noter une question importante de la défense à une hôtesse sur le nombre d'interrogatoires dirigés par le FBI. « Un » répondit-elle. « Immédiatement à mon retour ». L'avocat note. Or, il semblerait qu'il y ait eu plusieurs interrogatoires.

Un grave problème à notre avis: l'exactitude de la traduction. Les témoins s'expriment en américain et un ou une interprète traduit phrase par phrase questions et réponses. Or, un journaliste américain nous faisait remarquer que des nuances importantes étaient « gommées ». Par exemple, à la question de l'attitude qu'avait, vis-à-vis d'elles, les accusés, la traductrice a répondu qu'ils les avaient menacés. La réponse exacte aurait dû être: « Ils étaient menaçants ». Or, sauf à connaître l'américain, les jurés ignorent cette nuance.

Fait significatif: le fait que l'ensemble de la presse se soit emparée du procès et qu'un certain nombre d'organisations antiracistes ou syndicales (CFDT et CGT) ont signé l'appel d'A. Kastler. La publicité autour du magnifique livre écrit par les accusés commence à produire ses effets: le public est plus nombreux. Yves Montand et Simone

Signoret ont tenu à exprimer leur solidarité par leur présence. Mais aussi plusieurs groupes de lycéens et lycéennes, d'étudiants. Mais surtout de militants ouvriers cégétistes. Le hasard des suspensions de séance nous fera ainsi rencontrer deux vieux compagnons de travail de Mc Nair et Brown lorsqu'ils ont travaillé dans une imprimerie de Nanterre. Un exemple à suivre.

La grande inconnue, à ce deuxième jour, demeure les réactions des jurés. Réussiront-ils à saisir toute l'importance de leur décision? A saisir, par exemple, que certaines réactions des témoins peuvent être dictées par leur appartenance à des Etats sudistes imprégnés de racisme? Certes, l'acte d'accusation d'un côté, les plaidoiries de la défense de l'autre, auront une grande importance. Mais l'attitude du président durant les débats du jury pèsera aussi très lourd.

Joël FABIEN

La grève des agents de la Courly et de la ville de Lyon se poursuit

LA grève, qui au fil des jours, s'est étendue à l'ensemble des services municipaux et communautaires se poursuit à Lyon. Ce matin, tous les syndicats déclaraient les propos de M. Collomb, maire de Lyon et président de la Courly (communauté urbaine de Lyon), comme provocateurs. En effet, ce dernier avait déclaré hier au soir, au cours de la séance publique de la Courly que certains employés ne travaillaient pas assez! C'était alors sa seule réponse aux revendications. Pourtant ce soir, face aux travailleurs toujours aussi déterminés, des négociations positives ont commencé par catégories: elles se poursuivront demain.

Bureau de presse de Lyon



Bossez, moi, je m'occupe de votre avenir

La conférence de presse de Giscard : notre compte-rendu

GISCARD s'est présenté mardi devant les journalistes de la presse présidentielle avec l'assurance d'un président convaincu d'incarner et de conduire « la seule politique possible » pour les monopoles. D'entrée, il exposait les quatre grands objectifs pour les décennies à venir :

« — Rechercher l'unité de la France pour qu'elle puisse compter sur toutes ses forces et pour qu'elle puisse vivre comme une démocratie forte et paisible ;

— Placer notre pays dans le peloton de tête des pays industrialisés et faire en sorte qu'il soit re-

Bref, tout va bien. On verra plus loin comment le chef de l'Etat capitaliste écarte d'une pichenette méprisante l'éventualité d'un mouvement populaire de

masse contre sa politique. Pour l'instant, c'est le premier point de la conférence intitulée « Politique intérieure ».

Une démocratie ronronnante

Et la politique intérieure, ce sont les rapports entre le gouvernement et les quatre grands partis qui rivalisent pour gérer les affaires. De ce point de vue, la situation ne se présente pas mal pour Giscard et son UDF. Le RPR fait des discours tapageurs mais qu'importent les discours, ce qui intéresse notre président, ce sont les actes, les votes du RPR qui, eux, lui sont acquis.

Quant à l'opposition, elle est durablement divisée, d'ailleurs il l'avait prévu. Tout ce petit monde politique est d'ailleurs très correct et la « cohabitation

raisonnable a progressé » grâce aux efforts de tous.

La gauche serait-elle archaïque ? Non, pas du tout, elle est très bien la gauche, surtout le PS.

Seule question un peu impertinente de cette morne prestation, celle posée sur l'avenir de Barre par une journaliste de province : « Votre premier ministre a accepté l'impopularité et, sur ce point, certains disent qu'il a parfaitement réussi ». Réponse : « Raymond Barre est certainement un des meilleurs premiers ministres que la France ait eu depuis longtemps ». Merci chef.

connu comme tel dans le monde ;

— Organiser l'Europe en y assurant l'influence de la France ;

— Faire de notre pays, je dirai avec vous tous, un exemple d'organisation sociale fondée sur la liberté, sur la justice, sur la culture, réunies pour constituer une civilisation française.

Dans quelles conditions, Giscard pense-t-il atteindre ses objectifs ? « Il y a un an, la France était troublée et angoissée par les conséquences du choix politique qu'elle avait à faire... Aujourd'hui, un an après, la France travaille avec courage et réflexion... »

Giscard se fait fort de faire « avancer » un peu plus cette démocratie bourgeoise ronronnante grâce à quelques gadgets comme la limitation, à deux, du cumul des mandats électifs. Ainsi, Chirac, qui est

déjà député de la Corrèze et maire de Paris, ne pourrait pas siéger au Parlement européen. Une réforme tout à fait urgente si l'on considère le taux d'absentéisme qui sévit sur les bancs du Parlement.

La presse

Autre question de politique intérieure : la presse. Avec un franc culot, Giscard s'est prononcé pour que les rapports entre l'Etat et la presse soient « aussi peu nombreux que possible ». Pensez, il veut une presse indépendante. Pour preuve de sa sincérité, n'a-t-il pas supprimé le ministère de l'Information ? Malin le président, il a suppri-

mé le ministre, mais c'est sous son aile bienveillante que s'est constitué, au mépris des lois, l'empire Hersant, mais il a placé des hommes à lui à la tête des stations de radio — tel Bassi, l'organisateur de sa campagne, devenu directeur à Radio Monte-Carlo, et à la tête de l'AFP, de l'agence Havas, etc.

L'Europe

Deuxième thème abordé par la conférence : l'Europe. En fait, toute l'affaire

s'est réduite à une laborieuse discussion sur les institutions européennes, destinée

à calmer les esprits après les déclarations de l'Allemand Schmidt et du Luxembourgeois Thorn.

L'un comme l'autre avaient indiqué qu'il faudrait plus de pouvoir au Parlement européen qui sera élu en juin.

Des explications giscardiennes, il ressort :

— Que l'Europe doit être une organisation confédérale et non fédérale, du moins pour la génération à venir ;

— Que les institutions européennes existent, définies par des traités (le traité de Rome) ;

— Que la modification de ces institutions ne peut intervenir qu'à l'unanimité des pays européens ;

— Que dans le cadre des institutions actuelles, il reste beaucoup à faire — par exemple, élaborer une politique européenne de l'énergie.

Quant à l'Allemagne, elle n'inquiète pas Giscard. Simplement, « il faut que la France ait des moyens d'influence comparables ».

En troisième point, le président de la République a abordé ce qui préoccupe le plus les travailleurs : la question du chômage. A la question du journaliste du Monde à propos du chômage qui a augmenté de 82 % depuis le « seuil critique », défini par Giscard lui-même, l'an dernier, le président a longuement répondu.

Le chômage est dû à la restructuration

« Les Français ont très bien compris que les temps économiques et sociaux sont très différents de ceux auxquels ils étaient habitués ; ils l'ont très bien compris. Jusqu'en 1974, la question centrale était comment partager une richesse qui semblait acquise d'avance. C'était en réalité un débat de répartition. Depuis 1974, la question qui se pose, les Français le savent très bien, est comment produire la richesse à répartir ». Expliquant une fois de plus la crise capitaliste par l'augmentation

des matières premières et de l'énergie que la France n'a pas et parce que d'autres pays ont acquis la technologie française, Giscard essaie de faire la démonstration que c'est la nécessaire adaptation de l'économie française à la compétitivité internationale qui provoque le chômage. Il reprend ainsi la logique de Ceyrac : « Il faut licencier pour pouvoir créer des emplois ». Il essaie de démontrer que le chômage est un mal inévitable et temporaire : « En octobre, l'excédent du commerce extérieur français a été d'un peu plus d'un milliard de francs ; par rapport à l'équilibre, l'excédent a représenté, pour le mois d'octobre, le travail de 130 000 personnes (...). Si nous avions l'excédent de l'Allemagne fédérale, il n'y aurait pas de problème d'emploi en France (...). 1979 sera l'année de stratégie tous azimuts pour traiter le problème de l'emploi (...) ».

Ainsi donc, l'excédent de l'Allemagne, qui ne supprime pas le chômage en Allemagne, le supprimerait en France ? Giscard oublie de dire que le chômage existait même en période de « croissance », à moins que pour lui « il n'y ait pas de problème de l'emploi ». Ça signifie : « Il n'y a que le seul de chômage nécessaire à la bonne marche du capitalisme ». Car il est bien vrai que ce n'est pas en relevant nos manches pour rendre notre économie compétitive au plan international que nous supprimerons le chômage, mais bien en abattant le système capitaliste lui-même.

Les pouvoirs publics ont évité l'accroissement du chômage

Pour ce qui est du nombre des chômeurs, Giscard a abordé la question en bon technocrate, avec



Manifestation des travailleurs de Dentzer à Montreuil (région parisienne).

beaucoup de cynisme : il a fait tous les efforts pour en minimiser le nombre et justifier les pouvoirs publics qui ont joué leur rôle : « Sur les 1 215 000 demandeurs d'emploi, la moyenne d'attente est, en octobre, de 99 jours avant de retrouver un emploi, contre 155 jours au mois d'août... ». Quant au rôle des pouvoirs publics : « En quatre ans, 1 100 000 chômeurs ont été du fait de licenciements économiques, à cause de la nécessaire transformation économique. Dans le même temps, les pouvoirs publics ont consolidé ou créé 1 080 000 em-

ploi; ils ont couvert les licenciements économiques... ». Il s'en suit que l'accroissement du chômage est dû surtout à l'arrivée sur le marché du travail de tous les jeunes nés après guerre, 200 000 par an... Quelle merveille d'autosatisfaction !

Les solutions prévues, l'action tous azimuts, nous la connaissons déjà : exonération d'impôts si on prend des apprentis, contrats à durée déterminée, formation pour les jeunes. Une goutte d'eau dans la mer et l'occasion de donner encore plus aux patrons !

Pas de Mai 68 social

Pour terminer sur l'emploi, Giscard répond à une question d'une journaliste du Figaro : « Redoutez-vous un Mai 1968 social ? ».

Réponse : « Non, il ne faut pas sous-estimer l'intelligence des Français et en particulier du monde du travail français... Depuis quelques mois, on a vu des tentatives pour développer des conflits sociaux, ces tentatives ont été peu suivies... ». Le raisonnement du chef de l'Etat est simple, les travailleurs se mobilisent peu, d'abord parce que les mots d'ordre de grève touchent des secteurs qui ne sont pas concernés par le chômage et, ensuite, parce que les travailleurs comprennent que ce n'est pas par des grèves qu'ils vont aider à résoudre le problème de l'emploi, mais en se joignant à l'effort collectif... Tous sur le même bateau et lui qui veille sur le pont, voilà l'image idyllique qu'il voudrait donner.

La vérité est bien différente : en réalité, les travailleurs n'ont aucune envie de retrousser leurs manches pour sauver le capitalisme en crise, leur combativité est entière, et même elle grandit. Mais si leur mobilisation est plus difficile, c'est qu'ils comprennent de plus en plus nombreux le peu d'efficacité de ces actions compartimentées, régimentées, que les directions centrales et fédérales leur proposent comme seule perspective ; les patrons s'en accommodent et les travailleurs y émusent leur volonté d'agir.

Ce que Giscard voudrait être un consensus national, ce n'est que l'attente de directives claires et unificatrices.

En résumé, rien de bien nouveau dans ces propos du président, et surtout la volonté de dédramatiser une situation qui jette dans la misère des milliers de travailleurs. Ça ne peut pas tromper grand monde...

Le déficit de la Sécurité sociale

Le problème de la Sécurité sociale a, bien sûr, été abordé également. Giscard, en énarque distingué, s'est livré à une suite de considérations techniques expliquant le rapport entre « les dépenses de la Sécurité sociale qui progressent plus vite que la production nationale ». Il nous a démontré aussi que « le niveau des charges qui pèsent sur l'éco-

nomie sont difficilement supportables ». Bref, tout cet imbroglio de « conjonctures conjoncturantes » pour nous dire que le gouvernement étudierait, dans quinze jours, une solution pour réduire les charges de la Sécurité sociale.

Le gouvernement va-t-il obliger les patrons à payer les six milliards de cotisations patronales en retard ? Pensez donc !

Prendre l'argent dans la caisse vieillesse et dans la caisse maladie

C'est dans la caisse-vieillesse et dans la caisse-maladie qu'il va puiser. C'est encore une fois les travailleurs qui feront les frais de la politique du gouvernement. De nombreux vieux ont déjà peu de moyens pour vivre, alors si Giscard et son gouvernement leur retirent de l'argent, dans quelle situation vont-ils se retrouver ? Les vieux ne seront pas, du reste, les seuls à payer ; tous les assurés sociaux vont en être de leur poche.

Après les campagnes sur l'absentéisme des travailleurs, après les campagnes sur la consommation de médicaments, à quand la

campagne pour nous dire que nous ne sommes pas malades ? En quelque sorte, cette campagne est déjà commencée, puisque tous les remontants, les médicaments dits de luxe sont peu ou pas remboursés, ce qui limite bien évidemment l'achat de tels remèdes. On sait maintenant clairement que le gouvernement va s'atteler à faire porter le non-paiement des cotisations patronales par les travailleurs, mais, comme le dit lui-même Giscard : « Les Français sont très attachés à la protection sociale qu'ils ont acquise ». On peut être sûr que les travailleurs ne se laisseront pas faire.

Le Larzac

Giscard n'a pas du tout l'intention de recevoir les petits paysans du Larzac qui ont entamé une marche sur Paris. Il s'est retranché derrière les institutions. « Il y a en France des ins-

titutions ». Une manière de non-recevoir donc. Il donne sa bénédiction à l'occupation militaire des terres du Larzac, à l'extension de ce camp, comme on pouvait s'en douter !

Le racisme

La conférence de presse de Giscard s'est tenue dans le cadre de la « Semaine immigrés ». Il était donc fort probable que des questions lui soient posées sur le racisme, surtout après l'affaire Darquier de Pellepoix. Eh bien : « La France dans son ensemble est à l'abri du racisme... le tempérament français et c'est à son honneur, n'est pas un tempérament raciste » déclarait Giscard.

Le racisme n'est pas une affaire de tempérament, monsieur Giscard. Le racisme, c'est l'idéologie dominante qui le sème partout en paroles, en faits.

LE RACISME CONTRE LES JUIFS

Le racisme existe en France. Il existe contre les juifs, reportons-nous aux dernières déclarations de Darquier, reportons-nous aux bombages du GAJ, groupe nazillon qui bombe à tire larigot sur les murs « Il n'y a pas eu assez de Juifs brûlés dans les fours ». Mais au fait, Giscard, votre père n'était-il pas très très proche du gouvernement de Vichy, qui a permis la déportation des Juifs ?

La sécurité

Le problème de la sécurité a été abordé par Giscard. Il a tenu à rappeler que la justice avait « bénéficié » de certaines « améliorations » et que la sécurité s'était renforcée et le serait encore, surtout par des équipements et du matériel.

Si sa volonté est « d'établir en France un état de sécurité et de justice » et que « le problème de la sécurité est au cœur des préoccupations des Français », on peut s'interroger sur la nature de cette sécurité, de cette justice.

LA FONCTION DE LA JUSTICE

L'amélioration de la justice a-t-elle en quoi que ce soit changé la justice. Le procès des quatre Noirs américains qui se déroule actuellement est une preuve que la justice doit servir certains intérêts (voir article page 3).

En revanche, les patrons bénéficient d'une parfaite impunité quand ils sont en défaut. Souvenons-nous du tollé d'indignation et de protestations qui accompagnèrent l'inculpation de patrons.

LA SÉCURITÉ ET LES FLICS

Et la sécurité des travailleurs est-elle sauvegardée quand les CRS chargent une manifestation, comme à Caen, quand ils foncent sur les étudiants en réunion,

LE RACISME CONTRE LES NOIRS

Le racisme existe contre les Noirs qu'ils soient Américains ou d'autres nationalités ou qu'ils soient des prétendus DOM-TOM français. Un seul exemple au rectorat de Paris, les agents sont classés par sexe et par couleur !

LE RACISME CONTRE LES ARABES

Il existe contre les Arabes. Cela va de toutes les injures racistes aux ratonnades organisées dans le métro (« par les flics qui assurent la sécurité »), des expulsions des travailleurs résidant dans les foyers Sonacotra aux tortures comme celles qu'Ali Abdoul a subies. Et ce ne sont pas des faits indépendants de la volonté du gouvernement, au contraire, ces attaques sont orchestrées par lui. Qu'est-ce que la circulaire Bonnet limitant le droit d'études aux étrangers, sinon une mesure raciste ? Qu'est-ce que le million donné aux immigrés pour qu'ils rentrent chez eux, sinon une mesure raciste ? Qu'est-ce que sont les déclarations du gouvernement mettant en parallèle l'importance du chômage et de l'immigration sinon des incitations au racisme.

comme à Tolbiac.

Allons, ne nous racontez pas d'histoires, Giscard, la sécurité des Français dont vous vous souciez est la sécurité d'une poignée de gens qui se sentent menacés par le peuple. Quant aux phénomènes de hold up, braquages et autres vols, ce n'est sûrement pas un important dispositif de « sécurité » qui va l'enrayer.

AUTODÉFENSE ET LÉGITIME DÉFENSE

De fil en aiguille, Giscard en est venu à parler de l'auto-défense et de légitime défense. Il a établi de subtiles distinctions entre ces deux notions, la première est selon lui, condamnable, la seconde est légale. Ces trop subtiles nuances nous échappent. Nous savons bien que selon les gens, les circonstances, la justice tranchera différemment. Ce cafetier algérien qui a été obligé de tuer, en légitime défense, un de ses clients parce que sa vie et celle de sa femme étaient en danger, est toujours en prison. En revanche, tous ceux qui se réclament de « l'association légitime défense » instaurant un climat de terreur, sont laissés tranquilles.

Si Giscard a « un grand respect de la justice », nous pas. On ne peut pas respecter une justice qui expulse des résidents des foyers Sonacotra qui se sont mis si justement en grève des loyers.

La politique internationale

Les questions internationales n'ont été abordées à la fin qu'en très peu de temps. Rien de vraiment nouveau dans les déclarations de Giscard. Mais on peut en particulier remarquer que, alors que la tension n'a jamais été aussi vive entre les deux super-

puissances depuis longtemps, pas un mot n'a été dit sur ce problème, pas plus d'ailleurs que sur tout problème impliquant de trop près l'engagement soviétique ou américain. Même le problème du Proche-Orient n'a pas été abordé à faute de temps.

Pour un oeil ...

MERCREDI dernier, voilà déjà une semaine, un travailleur de Caen perdait un oeil : avec des milliers d'autres, il manifestait contre les licenciements et le chômage qui frappent durement cette ville comme tout le pays. Et le même gouvernement qui, pour le compte des patrons, organise licenciements et chômage, envoyait ses bandes armées contre les travailleurs.

Grenades tirées, à bout portant : les gardes mobiles, les CRS sont formés pour ça, entraînés pour ça !

D'ailleurs il y a trois ans, à Fougères, cette jeune ouvrière qui manifestait elle aussi contre les licenciements avait été frappée de la même façon et aussi cet ouvrier du Parisien libéré, aveugle maintenant, frappé lors d'un de ces « rodéos » où les travailleurs de ce journal s'opposaient à sa sortie pirate, la encore pour défendre leur emploi.

Mais quelle attitude avoir à l'égard de cette violence ? Cela dépend de toute évidence du point de vue auquel on se place.

Pour les patrons, pour les gouvernants, pour la bourgeoisie qui commande au bras des CRS, comme des gardes mobiles, un ouvrier, un œil d'un ouvrier, c'est bien peu de chose. Des hauts cris, ils en poussent lorsqu'un des leurs est inquiet ou inculpé par quelqu'un qui a l'audace de leur appliquer leur propre loi !

Des hauts cris, ils en poussent quand quelque grève vient entrainer leur course au profit, quand quelques vitres de leur banque-coffre-fort ou de leur préfecture volent en éclats.

C'est le point de vue de leur classe.

Pour la classe ouvrière, l'œil d'un ouvrier, c'est l'œil d'un frère exploité et toute la classe est atteinte lorsque l'un des siens est frappé. Toute la classe crie vengeance !

Il fut un temps où, sorti du fond des mines et des usines, « pour un œil, les deux yeux, pour une dent toute la gueule », était un slogan de la classe ouvrière. Il traduisait la volonté de s'éduquer, d'éduquer la classe dans l'esprit d'opposer à la violence des patrons et de leurs hommes de main la juste violence des opprimés, pour faire payer aux oppresseurs chacun de leurs crimes.

Mais aujourd'hui ? L'Humanité, le journal du PCF, a consacré à peine quelques lignes, en pages intérieures, aux violences policières de Caen (*). Même lorsqu'un local de ce Parti à Marseille, est attaqué, que l'attentat fait quatre blessés

(cela aurait pu être beaucoup plus grave) et que chacun sait bien qui a frappé, les dirigeants locaux du PCF font appel... à la justice et se contentent de porter plainte. En d'autre temps, à Marseille, il n'en était pas de même. Un lecteur qui se souvient de la période d'après la Libération nous écrivait ces jours-ci à ce sujet : « Un jeune militant communiste avait été tué par la mafia (...) Au quartier de l'Opéra - quartier de la mafia marseillaise - les camarades ont tout saccagé (...) Les représentants de la classe ouvrière n'ont pas demandé à la bourgeoisie ce que la classe ouvrière seule peut faire : ils ont wengé leur camarade ils ont combattu là où était le fascisme ».

Les temps ont-ils changé ? Certes, mais n'est-ce pas à force de rabâcher qu'on pourra sortir pacifiquement du capitalisme, que l'appareil d'Etat capitaliste, sa justice, sa police, son armée pourraient être « démocratiques », agir conformément aux intérêts du peuple ?

Alors maintenant, même pour Pierre Maistre assassiné à Reims, on manifeste, on fait des minutes de silence et on s'en remet à la justice qui, quand elle les prend, ne tarde pas à relâcher les assassins.

Nous mêmes, nous avons mis « à la une » de notre journal l'exaction policière de Caen et nous sommes petits, c'est vrai. Mais avons-nous bien fait tout ce qu'il était possible ?

Il y a tant de terrain à refaire !

Vendredi, ils étaient plus de 7 000 à Caen, solidaires de Pierre Nicole, solidaires de tous les camarades blessés ici et ailleurs par les forces de répression. Ils sont des millions dans le pays qui aspirent à des ripostes appropriées aux crimes commis contre eux, du tac au tac.

Quand un camarade est frappé tout la classe doit crier vengeance !

Il faut mépriser ceux qui jettent la voile sur nos blessures et nos morts et empêchent ainsi la riposte ! Il faut haïr ceux qui arment et commandent les bras des assassins ! L'homme qui a tiré sur Pierre Nicole, c'est un coupable ! Lui et ceux qui le dirigent doivent rendre des comptes !

Jacques DUROC

(* Nous parlons de l'Humanité, mais on peut aussi bien chercher les protestations des hommes politiques qui prétendent représenter les travailleurs. On peut même chercher celles des dirigeants confédéraux des syndicats, de ceux de la CFDT dont Pierre Nicole était un militant...

40e congrès de la CGT

L'unité syndicale vue par les militants

Se battre ensemble pour gagner

ALORS que le gouvernement Giscard-Barre continue de mettre en place ses plans de restructuration et de licenciements, la discorde continue entre Maire et Ségué. La journée pour l'emploi, organisée par la CGT seule, le 15 novembre, en est le dernier exemple.

Pourtant, la classe ouvrière, consciente de la profondeur de ses intérêts, souhaite profondément l'unité d'action.

Tous sont conscients que, pour gagner, il faut se battre ensemble. Le bureau confédéral de la CGT, pour sa part, clame haut et fort qu'il est pour l'unité d'action, avec la CFDT en premier, mais aussi plus largement avec FO qui a longtemps été le symbole de la collaboration de classe pour les militants cégétistes. Dans

le document d'orientation du congrès, cette ouverture vers FO est confirmée : « *Toutefois, une évolution s'amorce au sein des organisations FO, amenant la possibilité d'accords limités au niveau d'un certain nombre d'entreprises et débouchant parfois au plan d'une profession ou d'une industrie.* »

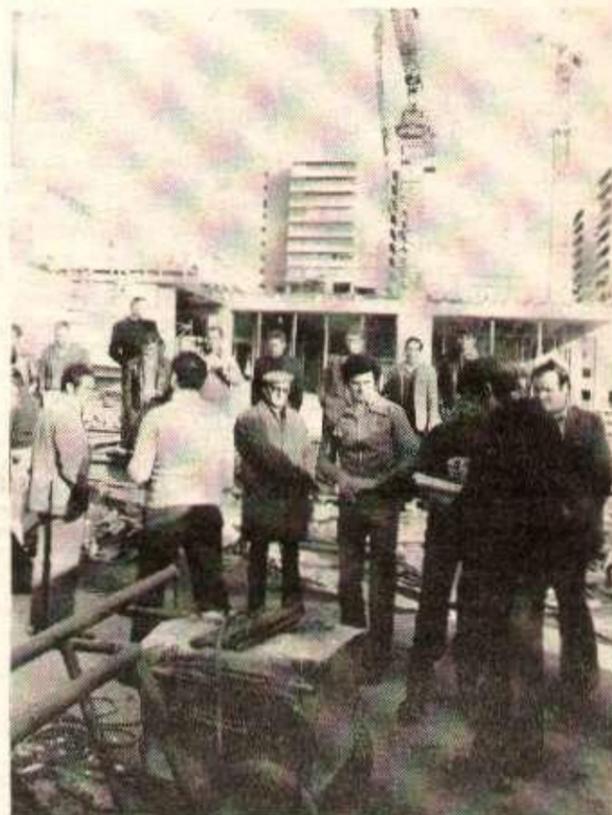
Cette ouverture à FO est très significative ; elle est éclairée par la déclaration de Ségué en septembre qui ajoutait : « *Nous n'avons pas une conception si éloignée de la politique contractuelle...* » Et c'est là que le bât blesse : quand les militants CGT parlent d'unité d'action, quand ils la réclament et s'en félicitent, ils ne parlent pas de « *politique contractuelle* » ou de « *possibilité d'accords* », ils parlent de lutte à la base : « *(...) CFDT*

avec qui nous entretenons depuis plusieurs années d'excellents rapports et nous aurons pour que cela demeure. Lors des menaces de licenciements, nous avons, avec les responsables CFDT, entrepris le tour de l'usine atelier par atelier ; avec réunion sous forme d'une heure de grève pour expliquer la situation exacte de l'entreprise. Une quarantaine de réunions en six semaines c'est un travail énorme, mais qui pour l'instant, a été payant (...) » écrit un militant du syndicat Quartz et silice de St-Pierre de Nemours dans la tribune ouverte à l'occasion du 40e congrès. Quand les travailleurs se mobilisent dans leur entreprise ou leur secteur, ils le font sur des revendications bien précises et leur appartenance syndicale devient secondaire. Il arrive qu'ils se mobilisent contre

les directives de leur syndicat, comme chez les conducteurs de benne parisiens récemment. C'est cette unité là que les travailleurs veulent mettre en place, cette unité qu'on trouve à son plus haut niveau dans les comités de grève, quand, ensemble, les grévistes, syndiqués et non-syndiqués, dirigent leur lutte.

Mais quand Ségué parle d'unité d'action, il parle, lui, d'accords et sous-entend « *imposer la ligne de la CGT* » : « *L'accord passé en 1974 avec la CFDT qui constituait un important pas en avant de l'unité d'action entre les deux centrales, demeure une base de référence dans leurs rapports réciproques...* »

Et c'est la CFDT qui est rendue responsable de la division : « *(...) Des forces puissantes et actives agissent pour amener la CFDT sur*



Les travailleurs de la SOCAE en grève. Leur lutte était dirigée par un comité de grève où, côte à côte, les militants CGT, CFDT et les non-syndiqués agissaient ensemble. Une lutte qui aboutit à la victoire (Photo correspondant Bordeaux).

des positions différentes, pour l'écartier de l'unité d'action avec la CGT...

Nous, nous posons la question « *quelle unité et pour quoi faire ?* » Si c'est pour signer des accords comme ceux de la métallurgie, car tous les syndicats étaient d'accord pour si-

gner, non merci. Et encore moins si on signe « *sans être d'accord* » mais « *pour ne pas être isolé* », comme le dit souvent la direction CGT. On n'est pas seul quand on est sur les positions des travailleurs.

Claire MASSON

Horaire annuel de travail

Faire échec au patronat

DANS notre pays, quarante-deux ans après la loi de 1936 sur les 40 heures, la durée maximale légale du travail reste de 50 heures par semaine. Alors que le nombre des chômeurs est voisin de 1 800 000, il est particulièrement choquant pour la plupart des travailleurs de se voir imposer une semaine de travail qui dépasse les 40 heures (la moyenne actuelle est de 42 heures). Plus que jamais, ils se sentent mobilisés pour réclamer des réductions d'horaire et le retour aux 40 heures. Les patrons s'obstinent, eux, à presser comme des citrons ceux qui travaillent et à les faire travailler le plus longtemps possible. Ceyrac s'est déclaré contre une réduction des horaires, insupportable selon lui pour les entreprises, et il s'est même prononcé contre la retraite à 65 ans : il serait bon pour lui de la ramener à 68 ou 70 ans ! Depuis la rentrée, une série de réunions a eu lieu entre le CNPF et les directions syndicales sur les horaires de travail.

Lundi, lors d'une nouvelle réunion entre le CNPF et les organisations syndicales, pour la première fois les patrons ont présenté un projet complet sur les horaires de travail.

La base du plan patronal, c'est mettre en place un horaire annuel de 1 920 heures, soit quarante-huit semaines de 40 heures. Pourrait être ajouté à ces 1 920 heures un contingent de 150 à 200 heures supplémentaires (dans l'année) et, pour leur utilisation, les patrons souhaitent que soient supprimées l'obligation de faire 40 heures en cinq jours et celle de ne pas dépasser un horaire hebdomadaire de 48 heures pendant un trimestre.

Pour ce qui est des jours de congés, le CNPF

propose d'accorder des jours de congés supplémentaires en fonction du temps travaillé : cinq jours pour 232 jours de travail effectifs, quatre jours pour 231 jours, etc. Les maladies et les grèves supprimeraient ces jours supplémentaires. Un véritable règlement anti-absentéisme !

Ce projet patronal est une attaque sans précédent contre la classe ouvrière. Il balaie tous les acquis de la lutte sur le temps de travail. En effet, l'horaire annuel de base proposé par les patrons - 1 920 heures - est déjà supérieur à la durée moyenne de travail (base 40 heures) faite dans l'année et les patrons veulent y ajouter des heures supplémentaires.

De plus, il laisse libre cours aux patrons d'orga-

niser la durée hebdomadaire selon les besoins de la production. La loi, ayant fixé l'horaire maximum de travail à 50 heures par semaine, les patrons veulent avoir les mains libres pour faire travailler leurs ouvriers 50 heures par semaine pendant plusieurs mois. Ils peuvent, si à la fin de l'année le total ne dépasse pas les 1 920 heures, ne pas même les comptabiliser en heures supplémentaires. Alors qu'au niveau européen les gouvernements semblent s'orienter vers une taxation des heures supplémentaires pour les réduire, le CNPF a trouvé ce moyen-là !

Les organisations syndicales ont rejeté ces propositions, mais c'est un enjeu important pour les patrons et il n'y a pas de doute qu'ils vont tout faire pour imposer ce projet ou, au moins, dans un premier temps, faire admettre le principe de l'horaire annuel, ce qui est le point-clé.

C'est une véritable épreuve de force qui est engagée et le seul refus des organisations syndicales en réunion paritaire ne peut pas être suffisant. Il faut, dès aujourd'hui, engager une vaste campagne d'explications et de mobilisation qui, seule, pourra faire échec aux projets patronaux. Si les patrons imposent ce projet, les travailleurs se retrouveront rapidement 50 ans en arrière en ce qui concerne la durée de leur journée de travail.

Claire MASSON

Communiqué de presse du troisième congrès du PCRml

LE troisième Congrès du PCRml a tenu sa réunion de clôture, le lundi 13 novembre à Paris, en présence d'amis du Parti et de nombreuses délégations étrangères. Pendant plusieurs jours, c'est près de 200 congressistes qui ont procédé à un examen approfondi de la situation internationale et de la situation de notre pays. Ils ont défini les nouvelles orientations du Parti et adopté le nouveau programme et les nouveaux statuts. Chaque cellule du Parti avait auparavant étudié les textes préparatoires et élu son ou ses délégués proportionnellement au nombre de ses adhérents.

Depuis le deuxième Congrès du Parti, tenu en juin 1976, des modifications sensibles se sont produites à l'échelle internationale, que le Congrès a soigneusement examinées, après la lecture du rapport politique présenté par la direction sortante. Il a notamment porté une grande attention aux questions suivantes :
- L'affirmation du tiers monde en force politique, malgré les nombreux obstacles et tentatives de division semés sur son chemin par l'impérialisme et le social-impérialisme.

- La croissance de la rivalité entre les superpuissances et les risques de guerre qui en découlent.
- L'évolution inquiétante

suivie par les dirigeants vietnamiens et albanais.
- La poursuite de l'édification du socialisme en Chine après la mort du président Mao Tsé-toung.

Le Congrès a ainsi consolidé son unité dans l'analyse de la situation internationale, à la lumière de la théorie des trois mondes.

Depuis le deuxième Congrès du Parti, des modifications sont aussi intervenues dans la situation interne dans notre pays. Le Congrès a été amené à approfondir l'analyse de cette situation, notamment :

- Il a réaffirmé l'analyse de la crise dans notre pays, en terme de crise politique affectant de manière durable les rapports de classes. Il a approfondi cette analyse en particulier dans l'examen de l'évolution de la contradiction bourgeoisie-prolétariat.

- Il a réexaminé les raisons de la cassure de l'union de la gauche, notamment en précisant l'analyse du projet capitaliste d'Etat du PCF. Il a en particulier porté son attention sur la grave crise interne qui secoue le PCF, souligné toutes les initiatives positives déjà prises pour débattre fraternellement en direction des militants de ce parti et appelé à les multiplier. Il a passé au crible les résultats et acquis au travail du Parti, pour cor-

riger ses défauts, améliorer le fonctionnement du centralisme démocratique et élargir nos rangs.

Le Congrès, après avoir adopté à l'unanimité le rapport politique, a examiné les amendements de toutes les cellules du Parti aux projets de programme et de statuts. Une riche discussion en commissions, qui s'est poursuivie en séance plénière, a ainsi permis de définir le plus de précision et de justice possible, le nouveau programme et les nouveaux statuts du Parti.

Le Congrès a élu les organismes dirigeants du Parti. Le nouveau comité central comprend une majorité d'ouvriers d'usines ou de cheminots. Le Congrès unanime a réélu le camarade Max Cluzot, qui dirige le Comité central depuis la fondation du Parti, secrétaire général. Il a également réélu au secrétariat politique les camarades Marc André et Charles Villac.

Le Congrès a adopté plusieurs résolutions préparées par un travail en commission, et notamment une résolution sur l'unité des marxistes-léninistes ; ce Congrès marque une étape importante dans la construction dans notre pays du Parti communiste de type nouveau. Il a permis de consolider et de renforcer l'unité du Parti et créé les conditions d'un large renforcement de ses rangs.

Lyon-Vaise

«Lutter tous ensemble, c'est possible et c'est le moment»

ENVIRON 200 travailleurs de Vaise ont manifesté mercredi 15 novembre pour crier leur détermination à faire aboutir leurs revendications, la garantie de l'emploi pour tous dans le quartier et la défense de leur pouvoir d'achat.

Cette manifestation avait lieu dans le cadre de la journée d'action de la CGT pour l'emploi. Elle était réclamée par de nombreux travailleurs qui en avaient assez de voir fermer les entreprises du quartier les unes après les autres sans aucune réaction.

Il faut dire que les travailleurs de Vaise sont particulièrement menacés. Depuis plusieurs années, le quartier industriel se transforme en quartier résidentiel : les usines ferment, on rase les vieilles habitations et les usines fermées et on construit à la place des immeubles neufs dans lesquels les loyers sont trop chers pour les travailleurs.

Les travailleurs de la Rhodia, de Rhône-Isère et d'ITT, les plus directement menacés dans leur emploi, étaient nombreux à la manifestation. Mais il y avait aussi des travailleurs de la zone industrielle voisine : Black et Decker, des employés de Carrefour où les conditions de travail sont particulièrement dures.

Les petits commerçants qui avaient été contactés avant la manifestation avaient demandé que le cortège passe dans la Grande rue de Vaise (nombreux commerces).

C'est ce début d'unité de tous les travailleurs du quartier et de la population qu'il faudra continuer à construire si l'on veut s'opposer aux licenciements et faire aboutir nos revendications.

Une syndicaliste.

2000 manifestants à Lannion

ILS étaient 2 000 dans la rue le 16 novembre à Lannion, à l'appel des unions locales CFDT CGT, dont une bonne partie des LTT-Lannion (1 450 salariés) pour riposter aux décisions de Philippe Giscard d'Estaing (cousin de Valéry), le nouveau PDG. Celui-ci vient de décider la réduction des horaires à 38 heures, l'arrêt de l'embauche (déjà effective depuis 1974) et la mise à la pré-retraite à 58 ans, cette dernière mesure concernant, pour l'instant, l'usine de Conflans-Sainte-Honorine. Mais l'avenir, pour 1979 et après, est encore plus sombre puisque 4 000 emplois doivent être supprimés dans l'électronique en Bretagne d'ici 1982.

AOIP-GUINGAMP

Même chose à Guingamp où 1 500 licenciements sont prévus d'ici trois ans dans les trois usines de Guingamp (1 300 ouvriers), Morlaix (730) et Béziers (180). Comme quoi il ne devrait plus rester grand monde dans ces trois usines. Les menaces sont donc précises pour ces deux usines, sans parler de la SAT et de la CITAlcatel à Lannion, Marcel-Albert à Saint-Quay et les autres petites usines de sous-traitance. La riposte doit être à la mesure de ces menaces. La manifestation du 16 novembre, à Lannion, montre l'exemple. Comme le déclarait un responsable syndical : « C'est par l'action que nous imposerons nos revendications ».

Usinor-Dunkerque

Non à la restructuration ! Non aux 3x8 pour les SEM !

LE 20 novembre à 13 heures, les trois syndicats, CGT-CFDT-FO, tenaient un meeting à Usinor-Dunkerque qui rassemblait plus d'un millier de travailleurs. A 13 heures, arrivaient ceux du matin, avec leurs bleus et leurs casques, chantant l'Internationale.

Pourquoi ce rassemblement ? La direction a décidé de mettre en 2 x 8 (soit 42 h 30) des travailleurs, auparavant en feux continus, des services électro-mécaniciens (SEM), des services d'entretien et de réparation — sans en préciser, bien sûr, le nombre. Sont concernés, pour le moment, les secteurs aciérie et fonte. La direction prétend répondre aux revendications des syndicats en diminuant les horaires en feux continus, là où c'est techniquement possible, mais ce qu'elle ne dit pas, c'est que ce sera 25 % de salaire en moins et que les 2 x 8 (deux semaines sur quatre du matin), ce n'est pas mieux que les feux continus.

Ce que veulent les travailleurs, c'est la réduction des feux continus pour passer à un horaire de journée et non aux 2 x 8, c'est le retour aux 40 heures et sans perte de salaire !

Depuis l'annonce de cette mesure, 39 débrayages ont eu lieu, sur une dizaine de jours, dans différents secteurs et même à la production, à l'aciérie où les gars ont débrayé également en réclamant la 5e équipe.

Ce meeting du 20 novembre est important par le début d'unité syndicale qu'il manifeste. Les délégués CGT et CFDT ont insisté sur l'unité des travailleurs, sur la nécessité de surmonter les divisions entre différents secteurs, catégories du personnel. Pour le moment, ce sont les gars des SEM qui sont touchés, mais après « ce sera le tour de la fabrication, puis des administratifs qui passeront aussi à la casserole ».

Cette mesure s'inscrit en droite ligne dans le plan de restructuration. Dunkerque fait une partie de la production des boîtes qui ferment et il s'agit pour les patrons de la réaliser avec le maximum de profits.

Il faut faire obstacle aux mesures qui visent certains secteurs SEM. Il faut populariser cette lutte dans tous les secteurs SEM. Il faut créer la solidarité dans le secteur fabrication et lier la lutte contre les 2 x 8 à celles pour la 5e équipe et le retour aux 40 heures sans perte de salaire.

QUELLE ACTION ?

L'intersyndicale a proposé de poursuivre l'action, sans bien préciser laquelle : plus de débrayages, secteur par secteur, atelier par atelier, décider de la lutte à mener, les points chauds étant mercredi et jeudi, et le jour où sera obtenue une réunion exceptionnelle des délégués du personnel. De plus, cinquante réunions d'information doivent se tenir.

L'important est que maintenant se réalise concrètement cette unité des travailleurs. Il s'agit de consolider l'unité syndicale, de mobiliser les travailleurs et de construire cette unité, syndiqués et non-syndiqués, et, enfin, de préciser l'action, coordonner les initiatives dans les différents secteurs. Il est important aussi de prévenir les mauvais coups du patronat. Ainsi la direction d'Usinor avait brandi la menace de lock-out si les débrayages continuaient. Cela, les syndicats n'en ont pas parlé : il s'agit bien pourtant de s'y préparer et d'y préparer les gars.

Cette lutte à Usinor-Dunkerque est bien partie intégrante de la lutte contre la restructuration de la sidérurgie. C'est bien ainsi que l'ont présentée les délégués syndicaux, la résolvant même (pour la CGT) dans le contexte européen. Mais on ne peut que déplorer qu'il n'y ait eu aucune mention des autres boîtes d'Usinor en lutte et, surtout, qu'aucun lien n'ait été fait avec la situation qu'on veut imposer aux travailleurs de Denain, Trith, Longwy... Aucun appel à la solidarité !



C'est pourtant bien quand tout le trust luttera en même temps contre le patronat d'Usinor et les plans acier gouvernementaux que l'on pourra gagner, ainsi que le disait la section CGT de Louvroil à l'occasion du 37e congrès de la CGT en 1969 (déjà) (cf. Humanité rouge No 365 des 4 et 5 novembre 1978).

Correspondant Nord

BLOC-NOTES

PARIS-19e
CONFÉRENCE-DÉBAT SUR LE
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE
AVEC ANNIE BRUNEL

Après son retour du Kampuchea, le jeudi 23 novembre, 9, rue du Pré-Saint-Gervais à 20 h 30

Souscription

Pour mener à bien la bataille des 100 millions

20 millions pour fin novembre
35 millions pour fin décembre

TOTAL PRÉCÉDENT : 94 838,91 F

- Lecteurs aveyronnais (Rodez) 100 F
- Des camarades (Rodez) 600 F
- Des camarades marxistes-léninistes du secteur social de Marseille 2 000 F
- Une camarade de Guingamp MD 200 F
- Cellule de Tours du PCML 900 F
- Pour la bataille politique d'HR JJ (Marseille) 320 F
- « 64 sur la Chine » (Lille) 107 F
- Participation à la souscription D CH (Indre-et-Loire) 150 F
- Vente de timbres collection (Paris) 245 F
- CP Commune de Paris 1 000 F
- Toulouse 373 F
- Clermont-Ferrand 20 F
- Saint-Herblain (44) 150 F
- Fameck Cellule CL Flament 1 430 F
- Supplément à réabonnement bimensuel
- GR (Annemasse) 125 F
- JMG (Rennes) 25 F
- LM (Marseille) 25 F
- GP (Nord) 75 F
- CP Commune de Paris (région de Paris) 650 F
- Une ancienne et fidèle lectrice JG (Marseille) 100 F
- Section de Brest du PCML 1 000 F
- Nîmes 430 F
- Supplément à abonnement bimensuel
- SB (Paris) 25 F
- MJ (Grenoble) 4 F
- Supplément abonnement quotidien
- QT LMA (Villeneuve-Saint-Georges) 120 F
- PH D (Bretagne) 5 F
- Un camarade de Rennes sur vente de livres 150 F
- CP Manouchian 1 050 F
- Supplément réabonnement quotidien et bimensuel
- CM (Lille) 200 F
- HP (Luçon) 4 F
- A CL (Paris) 12 F
- Supplément à réabonnement quotidien
- TM (Chambéry) 20 F
- Région Nantes 130 F
- Fiers 100 F

NOUVEAU TOTAL : 106 683,91 F

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge 205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1978.

Dernier trimestre de l'année 1962 : entre les deux grandes puissances, c'est encore la guerre froide. Certes, les présidents américain et soviétique se sont rencontrés à Camp David, trois ans plutôt pour y parler de désarmement, mais de nombreux problèmes restent encore très épineux, en particulier le sort de Berlin.

INSTALLATION A CUBA DE FUSÉES A TETE NUCLEAIRE

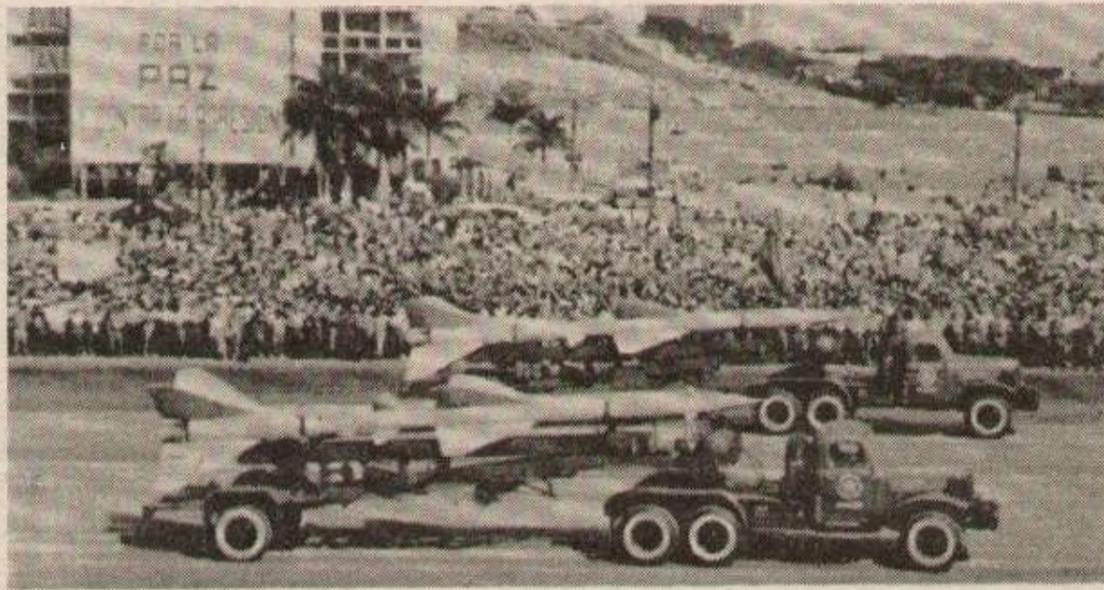
C'est le 2 septembre que Krouchtchev fait connaître son intention d'installer à Cuba des fusées équipées de têtes nucléaires « afin de défendre l'île contre une menace américaine. » Cette menace, elle, existe bel et bien. L'affaire de la Baie des Cochons n'a qu'un an. Elle n'est cependant pas la principale raison de la décision de Krouchtchev.

En fait, ce que veut Krouchtchev, c'est avoir une base avancée lui permettant de compenser la menace nucléaire américaine en cas de crise à Berlin. Inversement, pour les USA, l'installation de fusées balistiques est intolérable. Ils sont la première puissance impérialiste de l'époque, la plus grande force économique et militaire, ils ne peuvent pas admettre l'installation d'une telle menace à quelques centaines de kilomètres seulement de leur côtes. Cela, Krouchtchev peut le savoir. Il prend quand même le risque, faisant en cela preuve d'une politique tout à fait aventuriste. C'est le 16 octobre que Kennedy a la preuve, grâce à des avions espions, que l'installation est effectivement commencée. Il a deux possibilités : marchander avec l'URSS un retrait de ces fusées contre un retrait des fusées américaines basées en Turquie, ou bien jouer la fermeté. Le 22 octobre, ayant finalement analysé que le rapport de force lui était nettement favorable, il opte pour la deuxième solution. Un blocus total de l'île est organisé par la marine américaine et un ultimatum est envoyé à Moscou. Les cargos soviétiques ne peuvent plus ainsi ravitailler en matériel les installations et Krouchtchev se trouve à son tour devant un choix : engager l'épreuve de force en faisant forcer le barrage par ses sous-marins ou bien capituler purement et simplement. De plus, les USA ont reçu l'appui total des Britanniques et de De Gaulle.

Nous avons dit que la politique de Krouchtchev a été aventuriste. En effet, à cette époque, celui-ci n'a pas les moyens de cette politique et le sait très bien. Les cargos russes font aussitôt demi-tour et le 26, Krouchtchev envoie à Kennedy une lettre dans laquelle il propose de retirer ses fusées et s'engage à ne plus installer d'armes offensives à Cuba. Pour ne pas perdre complètement la face, il exige en contre-partie que les USA s'engagent à ne pas attaquer Cuba. Mais personne n'est dupe, il s'agit là d'une capitulation pure et simple, même si elle est faite sous le prétexte de « sauver l'humanité d'une effroyable guerre atomique ». En fait, l'URSS n'a pas le rapport de force, c'est tout. »

LE GRAIN DE SABLE

On peut croire un moment l'affaire terminée, en fait il n'en est rien. Un grain de sable que l'on n'attendait pas va enrayer les belles conversations entre les deux grands. Ce grain de sable, c'est Cuba. Dans sa lettre à Kennedy, Krouchtchev a pris, sans même demander son avis à Castro, toute une série d'engagements pour celui-ci. Cuba doit en particulier admettre que des observateurs de l'ONU viennent superviser le départ des fusées. Or, pour Cas-



Cuba : un défilé pendant la crise de 1962. Parmi les cinq points qu'exige Cuba : la levée du blocus américain.

1962 : l'affaire des fusées de Cuba

Quand les Etats-Unis pouvaient faire reculer l'URSS

L a livraison récente à Cuba de MIG 23 a fait grand bruit au niveau des relations internationales. Du côté américain, plusieurs anciens programmes militaires étaient brusquement accélérés et le Pentagone multipliait les déclarations. Du côté soviétique, Brejnev se contentait de rappeler à des sénateurs américains de passage qu'il pouvait désormais anéantir les USA. On ne peut pas encore dire quelle sera l'importance de la nouvelle affaire de Cuba sur l'avenir des relations soviéto-américaines, ni même si elle en aura vraiment une. Il est difficile pourtant de ne pas faire le rapprochement avec les événements qui se déroulèrent il y a tout juste seize an. Sur une période d'un mois et autour de 42 fusées, les événements qui se passèrent marquèrent le cours de l'histoire jusqu'à la période actuelle.

tro, il n'en est pas question. Attaquant publiquement un accord pris entre deux grandes puissances sur le dos d'un petit pays, Castro pose cinq conditions à sa coopération et, en premier lieu, la levée du blocus de Cuba.

Publiquement, l'URSS est obligée de soutenir ces conditions pour ne pas perdre totalement la face auprès des pays du tiers monde. En fait, Mikoyan part aussitôt pour la Havane afin de tenter de fléchir Castro. Celui-ci reste et refuse de plus de restituer à l'URSS des bombardiers

IL-28 dont les USA exigent le retrait. Ni les menaces d'intervention directes ni les pressions de Mikoyan ne le font fléchir. Finalement, les USA acceptent de lever leur blocus et s'engagent à ne pas intervenir à Cuba. Castro laisse partir les fusées le 13 novembre, mais refuse toute inspection. C'est l'occasion d'une véritable humiliation pour l'URSS. Ne pouvant vérifier sur place que les fusées sont effectivement parties, les USA posent comme conditions qu'elles soient installées sur le pont des cargos russes qui repartent et

que chaque cargo soit inspecté par des navires militaires américains. Krouchtchev capitule une nouvelle fois, accusant Castro « de ne pas faire confiance aux Américains », un an après la baie des Cochons, un comble...

LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

L'affaire des fusées de Cuba se termine sur une indiscutable victoire américaine. Pendant plusieurs années, les relations entre la Havane et Moscou resteront

fraîches. Castro n'a pas admis l'attitude de grande puissance Moscou. Il révèle en particulier qu'il n'a pas été tenu au courant des négociations ni de la décision de Krouchtchev de démanteler les bases. Il cite une lettre de Krouchtchev à Kennedy dans laquelle celui-ci explique « qu'il n'y avait pas eu de risque d'utilisation accidentelle des fusées car celles-ci n'étaient pas aux mains des Cubains mais dirigées par des officiers soviétiques ».

Au niveau des relations entre les deux grandes puissances, cette affaire marque une étape très importante.

C'est du retrait des fusées soviétiques de Cuba que l'on peut dater la fin de la guerre froide. Déjà depuis plusieurs mois, au Kremlin, un dirigeant soviétique pronait la « détente », un certain Brejnev. La preuve étant faite à Cuba qu'elle n'avait pas alors le rapport de force, l'URSS allait renoncer pour le moment à la course ouverte aux armements avec les USA. Le 7 novembre 1962, tirant les leçons de l'affaire de Cuba, Kossiguine déclarait : « Fallait-il céder ? Oui cela valait la peine d'être fait car les concessions étaient réciproques et il s'agissait de la paix. Ces concessions mutuelles, à un moment où des millions d'êtres humains auraient eu à souffrir des horreurs d'une guerre nucléaire démontrent en tout cas que socialisme et capitalisme peuvent coexister et vivre en paix, en se livrant uniquement une compétition économique ».

C'est l'ère de la coexistence pacifique qui s'ouvrait. Si, en 1962, on peut dire de l'URSS, qu'elle n'était déjà plus un pays socialiste, on ne peut pas toutefois encore la qualifier d'impérialiste. Il existait assurément des attitudes de grande puissance, Cuba en est la preuve. Mais l'impérialisme de l'URSS s'érigera peu à peu, au fur et à mesure qu'elle amplifiera sa course aux armements, tout en continuant à prôner la détente.

En ce qui concerne Cuba, après plusieurs années d'hésitations, Castro optera finalement dans le sens d'une dépendance toujours grandissante envers l'URSS à partir des années 1966/1967, au point de servir aujourd'hui de réserve de mercenaires dans les conflits trop embarrassants pour que Moscou puisse intervenir directement.

UNE LECON A TIRER

A partir de ces événements passés, comment peut-on interpréter les nouveaux événements de Cuba ? Remettant délibérément en cause l'accord de 1962, l'URSS décide de livrer à Cuba des avions Mig 23 dont on sait pertinemment qu'ils sont faits pour être équipés de têtes nucléaires. Cette fois-ci encore, il s'agit de « défendre Cuba ». Mais là non plus, comme en 1962, personne ne peut croire que la raison officielle soit la raison réelle. Le scénario semble donc se reproduire à 16 ans d'intervalle. Une différence, cependant, et de taille : aujourd'hui, les USA n'ont plus les moyens de taper du poing sur la table, ou plus exactement, ils n'en ont plus le rapport de force. En effet, l'URSS, devenue une superpuissance impérialiste, sous le manteau du pacifisme, a rattrapé dans presque tous les domaines militaires, et a dépassés dans d'autres les USA, aujourd'hui impérialisme sur le déclin ; ceux-ci doivent admettre ce qu'ils n'admettaient pas quand personne ne pouvait leur contester la suprématie.

Les événements du Cuba de 1962 ont montré qu'en définitive, c'était le plus fort qui pouvait imposer sa loi, il faut savoir tirer les leçons des événements de Cuba 1978.

Serge FOREST